

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.079/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 21 mars 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et aux annexes, faits à Prüm le 27 mai 2005", a donné le 12 avril 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

1.1. L'article 44 du traité auquel l'avant-projet porte assentiment dispose, en des termes généraux, comme suit :

"Sur la base et dans le cadre du présent Traité, les autorités compétentes des Parties contractantes peuvent conclure des accords portant sur l'exécution du présent traité au niveau des administrations."

L'exposé des motifs transmis au Conseil d'État mentionne, à ce propos, ce qui suit :

"Il s'agit en l'occurrence d'accords ayant un caractère opérationnel et technique qui devront être signés par les ministres compétents ou par de hauts représentants des autorités relevant des ministères compétents et qui ne devront donc pas être ratifiés. Il s'agit de procédure et de réglementations dont le caractère est trop technique pour être réglementé dans le traité même. Concrètement, il s'agit de la mise au point des procédures techniques nécessaires pour permettre les consultations automatisées."

Par ailleurs, plusieurs autres dispositions du traité prévoient qu'un accord d'exécution au sens de l'article 44 réglera certains détails techniques de mise en oeuvre des règles qu'elles prévoient.

Ainsi :

- 1° L'article 6, paragraphe 2, du traité prévoit qu'un accord d'exécution au sens de l'article 44 réglera les détails techniques des procédures de consultation et de comparaison automatisées des profils ADN, décrites aux articles 3 et 4.

.../...

- 2° L'article 11, paragraphe 2, du traité prévoit qu'un accord d'exécution au sens de l'article 44 réglera les détails techniques de la procédure de consultation automatisée des données dactyloscopiques décrite à l'article 9.
- 3° L'article 12, paragraphe 2, du traité prévoit que chaque partie contractante désigne un point de contact national pour les demandes qui lui sont adressées dans le cadre de la consultation automatisée des données dans les registres d'immatriculation de véhicules. C'est un accord d'exécution au sens de l'article 44 qui réglera les détails techniques de la procédure.
- 4° L'article 24, paragraphes 1^{er} à 3, du traité règle les éléments essentiels des formes d'interventions communes qui y sont visées. Le paragraphe 4 de ce même article prévoit qu'un accord d'exécution au sens de l'article 44 réglera les aspects pratiques de la coopération.
- 5° L'article 28, paragraphe 5, du traité prévoit qu'un accord d'exécution au sens de l'article 44 réglera les aspects pratiques de l'utilisation d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement, dont les règles essentielles sont fixées aux paragraphes 1^{er} à 4 du même article.
- 6° L'article 38, paragraphe 2, du traité prévoit qu'un accord d'exécution au sens de l'article 44 réglera les détails techniques des procédures de consultation automatisée des données visées par le traité, étant entendu que cet accord devra garantir le respect des trois principes mentionnés à l'article 38, §§ 2, 1 à 3.

1.2. Telles que ces dispositions sont rédigées et à la lumière de l'exposé des motifs reproduit ci-dessus, les articles 6, paragraphe 2, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 2, 24, paragraphe 4, 28, paragraphe 5 et 38, paragraphe 2, du traité, combinés à l'article 44,

permettent aux "autorités compétentes" des parties contractantes, de conclure, sans ratification, des accords d'exécution pour régler certains détails ou aspects techniques relatifs à des objets précis ⁽¹⁾.

Les accords d'exécution au sens de l'article 44 qui seront conclus en vertu des articles 6, paragraphe 2, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 2, 24, paragraphe 4, 28, paragraphe 5 et 38, paragraphe 2, du traité, ont un objet suffisamment précis pour qu'il puisse y être donné assentiment de manière anticipée.

Il convient toutefois que le législateur indique expressément qu'il donne son assentiment à ces accords.

En outre, comme le Conseil d'État l'a déjà relevé, afin de permettre aux assemblées de prendre attitude quant à la teneur des accords d'exécution, un texte analogue à celui de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 11 avril 1999 portant assentiment au Mémoire d'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud

⁽¹⁾ L'article 44 ne peut être lu comme permettant de manière tout à fait générale, la conclusion d'accords autres que ceux visés aux articles 6, paragraphe 2, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 2, 24, paragraphe 4, 28, paragraphe 5 et 38, paragraphe 2, du traité. En effet, un tel système contreviendrait à l'article 167, §§ 2 à 4 de la Constitution (voir l'avis 37.954-37.970-37.977-37.978/AG, donné le 15 février 2005, sur un avant-projet de décret "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004" (37.954/AG); un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004" (37.970/AG); un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004" (37.977/AG); un avant-projet de loi "portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004" (37.978/AG) (Doc. parl., Sénat, session 2004-2005, 3-1091/1, pp. 526-546); voir aussi l'avis 39.256/4, donné le 16 novembre 2005, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), et à l'Annexe, faits à Bruxelles le 17 novembre 2003").

concernant la coopération au développement, signé à Bruxelles le 16 mars 1995 ⁽²⁾, devrait être inséré dans le dispositif de l'avant-projet de loi ⁽³⁾.

Cette disposition aura pour objet de désigner les autorités compétentes pour conclure chaque catégorie d'accords d'exécution et de prévoir que ces accords seront communiqués au Parlement aussitôt signés et enfin, qu'ils sortiront leur plein et entier effet à la date qu'ils détermineront.

Le texte en projet doit être complété en conséquence.

1.3. L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré des traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au Moniteur belge.

L'assentiment anticipé aux accords d'exécution, qui découlerait de la loi en projet, n'emportera pas dérogation à l'obligation, qui résulte de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes

(2) Cette disposition est rédigée comme suit :
"Les arrangements particuliers conclus sur la base de l'article 6 du présent Mémoire d'Accord définiront les modalités d'exécution des interventions dans les secteurs prévus par son article 3, et ce dans les limites budgétaires fixées par son article 7.
Ces arrangements particuliers seront conclus par le Ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions; ils seront communiqués au Parlement aussitôt signés et ils sortiront leur plein et entier effet à la date qu'ils détermineront."

(3) Tel était déjà le sens de l'avis 26.355/9, donné le 2 juillet 1997, sur l'avant-projet devenu la loi du 11 avril 1999, ainsi que la jurisprudence citée (Doc. parl., Sénat, session 1998-1999, 1-1168/1, pp. 13-14) et celui de nombreux avis subséquents (voir, par exemple, l'avis 37.900/VR, donné le 25 janvier 2005, sur un avant-projet de loi portant assentiment aux amendements à l'accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, "INTELSAT", adoptés à Washington le 17 novembre 2000 (Doc. parl., Sénat, session 2004-2005, 3-1259/1, pp. 23-35) et aussi l'avis 39.256/4, précité).

légaux et réglementaires, de publier au Moniteur belge ces accords d'exécution pour qu'ils soient opposables aux particuliers ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾.

2. L'article 46 du traité dispose que chaque partie contractante assume les coûts qui découlent pour ses autorités de l'application du traité, étant entendu toutefois que "Dans des cas particuliers, les Parties contractantes concernées peuvent convenir d'un règlement dérogatoire".

Ni l'avant-projet examiné ni l'exposé des motifs ne précisent les modalités de conclusion des accords dérogatoires visés ci-avant. Ceux-ci doivent, dès lors, être soumis aux règles ordinaires de conclusion des traités et d'assentiment à ceux-ci.

Il en va d'autant plus ainsi que compte tenu de l'objet même de ces éventuels accords séparés dérogatoires, dont l'étendue et les limites n'apparaissent pas clairement, spécialement en ce qui concerne les accords dérogatoires éventuels visés à l'article 46, il ne paraît pas admissible de recourir à la technique de l'assentiment anticipé, dont les conditions ont été rappelées à l'observation précédente.

3. De nombreux articles du traité auquel l'avant-projet entend donner assentiment renvoient au droit national ⁽⁶⁾. Ils nécessiteront le cas échéant l'adoption de

⁽⁴⁾ En ce sens, voir par exemple, l'avis 37.900/VR, précité, et la jurisprudence citée.

⁽⁵⁾ Avis 38.759/2/V, donné le 28 juillet 2005, sur un avant-projet devenu le projet de loi portant assentiment à la Convention générale sur la coopération entre le Royaume de Belgique et la République démocratique populaire Lao, signée à Bruxelles le 29 mai 2002 (Doc. parl., Sénat, 2004-2005, n° 3-1366/1, p. 18); voir aussi l'avis 39.256/4, précité.

⁽⁶⁾ Il en va notamment ainsi de l'article 2, paragraphes 1^{er} et 3, l'article 3, paragraphe 1^{er}, l'article 4, paragraphe 1^{er}, l'article 5, l'article 6, paragraphe 1^{er}, l'article 9, paragraphe 1^{er}, l'article 10, l'article 11, paragraphe 1^{er}, l'article 12, paragraphes 1^{er} et 2, l'article 13, l'article 14, paragraphe 1^{er}, l'article 15, l'article 16, paragraphes 1^{er}, 3 et 4, l'article 17, paragraphe 1^{er}, l'article 20, paragraphe 2, l'article 24, paragraphe 2, l'article 25, paragraphes 1^{er} et 4, l'article 26, alinéa 1^{er}, l'article 27, paragraphe 1^{er}, l'article 28, paragraphes 1^{er}, 2 et 4, l'article 34, l'article 35, paragraphe 1^{er}, l'article 37, paragraphes 2 et 3, l'article 39 et l'article 40.

mesures d'exécution normatives en droit interne, qui pourront revêtir un caractère autonome ou modifieront le droit interne existant.

Dès lors que le traité concerné touche à des matières aux confins du traitement et de l'échange de données à caractère personnel et de la coopération policière, il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur ce que les mesures d'exécution en droit interne précitées devront être adoptées moyennant le respect du principe de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, ainsi que des articles 12, 22 et 184 de la Constitution.

Ceci n'est pas sans incidence au regard des obligations imposées par le traité lui-même. En effet, l'article 42 de celui-ci impose qu'"au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Partie contractante désigne (...) les autorités compétentes pour l'application du présent traité", notamment, les points de contact nationaux pour l'analyse ADN, pour les données dactyloscopiques, pour les données du registre d'immatriculation, pour l'échange d'informations lors de manifestations de grande envergure, etc.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.079/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 maart 2003 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, en met de Bijlagen, gedaan te Prüm op 27 mei 2005", heeft op 12 april 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1.1. Artikel 44 van het verdrag waarmee het voorontwerp instemt bepaalt, in algemene bewoordingen, het volgende :

"De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen op basis van en in het kader van dit Verdrag afspraken maken die de administratieve uitvoering van dit Verdrag ten doel hebben."

In de aan de Raad van State toegezonden memorie van toelichting wordt in dat verband het volgende vermeld :

"Het gaat hier om afspraken met een operationeel technisch karakter die ondertekend zullen moeten worden door de bevoegde ministers of door hoge vertegenwoordigers van de autoriteiten die onder de bevoegde ministers ressorteren en die dus niet geratificeerd zullen moeten worden. Het gaat om procedures en regelingen die een te technische inslag hebben om in het verdrag zelf geregeld te kunnen worden. Concreet gaat het vooral om het op punt stellen van de technische procedures die nodig zijn om de geautomatiseerde bevragingen mogelijk te maken."

Bovendien stellen verscheidene andere bepalingen van het verdrag dat een "uitvoeringsafspraken" in de zin van artikel 44, bepaalde technische details zal regelen voor het in werking stellen van de regels waarin ze voorzien.

Bij voorbeeld :

1° Artikel 6, tweede lid, van het verdrag bepaalt dat "de bijzonderheden met betrekking tot de technische invulling van de in de artikelen 3 en 4 beschreven

.../...

procedures voor geautomatiseerde bevraging en vergelijking van DNA-profielen geregeld zullen worden in een uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44.

- 2° Artikel 11, tweede lid, van het verdrag bepaalt dat de bijzonderheden met betrekking tot de technische invulling van de in artikel 9 beschreven procedures voor geautomatiseerde bevraging van dactyloscopische gegevens geregeld zullen worden in een uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44.
- 3° Artikel 12, tweede lid, van het verdrag bepaalt dat elke verdragsluitende partij een nationaal contactpunt aanduidt voor de verzoeken die tot haar worden gericht in het kader van de geautomatiseerde bevraging van gegevens in de kentekenregisters. Een uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44 zal de technische details van de procedure regelen.
- 4° Artikel 24, eerste tot derde lid, van het verdrag regelt de kernpunten van de vormen van gezamenlijk optreden waarvan in dat artikel sprake is. Het vierde lid van datzelfde artikel bepaalt dat een uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44 de praktische aspecten van de samenwerking zal regelen.
- 5° Artikel 28, vijfde lid, van het verdrag bepaalt dat een uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44 de praktische aspecten zal regelen van het gebruik van wapenning, munitie en uitrusting, waarvan de voornaamste regels worden vastgesteld in het eerste tot vierde lid van hetzelfde artikel.
- 6° Artikel 38, tweede lid, van het verdrag bepaalt dat de bijzonderheden van de technische vormgeving van de geautomatiseerde bevragingsprocedure waarvan sprake is in het verdrag, geregeld zullen worden in een uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44, met dien verstande dat deze afspraak de inachtneming van de drie in artikel 38, tweede lid, onderdelen 1 tot 3, vermelde beginselen zal moeten waarborgen.

1.2. Op grond van de artikelen 6, tweede lid, 11, tweede lid, 12, tweede lid, 24, vierde lid, 28, vijfde lid, en 38, tweede lid, van het verdrag, in hun huidige lezing, juncto artikel 44, en in het licht van de hierboven weergegeven passus uit de memorie van toelichting, kunnen "de bevoegde autoriteiten" van de verdragsluitende partijen, zonder

.../...

bekrachtiging, uitvoeringsafspraken maken om bepaalde details of technische aspecten te regelen met betrekking tot specifieke onderwerpen ⁽¹⁾.

De uitvoeringsafspraken in de zin van artikel 44 die zullen worden gemaakt krachtens de artikelen 6, tweede lid, 11, tweede lid, 12, tweede lid, 24, vierde lid, 28, vijfde lid en 38, tweede lid, van het verdrag, hebben een voldoende specifiek onderwerp opdat er vooraf mee kan worden ingestemd.

De wetgever dient evenwel uitdrukkelijk te vermelden dat hij instemt met die uitvoeringsafspraken.

Zoals de Raad van State er reeds op heeft gewezen zou, opdat de wetgevende vergaderingen een standpunt kunnen innemen ten aanzien van de inhoud van de uitvoeringsafspraken, een soortgelijke tekst als die van artikel 3, tweede lid, van de wet van 11 april 1999 houdende instemming met Memorandum van Overeenkomst over de

⁽¹⁾ Artikel 44 mag niet zo worden gelezen dat het op volkomen algemene wijze andere "afspraken" mogelijk maakt dan die waarvan sprake is in de artikelen 6, tweede lid, 11, tweede lid, 12, tweede lid, 24, vierde lid, 28, vijfde lid, en 38, tweede lid, van het verdrag. Een zodanige regeling zou immers ingaan tegen artikel 167, §§ 2 tot 4, van de Grondwet (zie advies 37.954-37.970-37.977-37.978/AV, gegeven op 15 februari 2005, over een voorontwerp van decreet "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend te Rome op 29 oktober 2004" (37.954/AV); een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan in Rome op 29 oktober 2004" (37.970/AV); een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004" (37.977/AV); een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004" (37.978/AV); (Gedr. St., Senaat, zitting 2004-2005, 3-1091/1, blz. 526-546); zie ook advies 39.256/4, gegeven op 16 november 2005, over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Akkoord tussen de Lidstaten van de Europese Unie betreffende de status van de militairen en leden van het burgerpersoneel die bij de instellingen van de Europese Unie gedetacheerd zijn, van de hoofdkwartieren en de strijdkrachten die ter beschikking van de Europese Unie kunnen worden gesteld in het kader van de voorbereiding en de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 17, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, en van de militairen en leden van het burgerpersoneel van de Lidstaten die aan de Europese Unie beschikbaar zijn gesteld om in dit kader op te treden (EU-SOFA), en met de Bijlage, gedaan te Brussel op 17 november 2003").

ontwikkelingssamenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika, ondertekend te Brussel op 16 maart 1995 ⁽²⁾, moeten worden opgenomen in het dispositief van het voorontwerp van wet ⁽³⁾.

Deze bepaling zal tot doel hebben de overheden aan te wijzen die bevoegd zijn om elke categorie van uitvoeringsafspraken te maken en te bepalen dat die uitvoeringsafspraken zullen worden meegedeeld aan het Parlement zodra ze zijn ondertekend en ten slotte, dat ze volkomen uitwerking zullen hebben op de erin vastgestelde datum.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

1.3. Artikel 190 van de Grondwet bepaalt dat alleen de wetgever bevoegd is om de vormen te bepalen waarin de wetten en verordeningen moeten worden bekendgemaakt opdat ze bindend worden. Volgens het Hof van Cassatie geldt deze grondwetsbepaling naar analogie voor internationale akten. Het Hof heeft immers verklaard dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De voorafgaande instemming met de uitvoeringsafspraken, die zou voortvloeien uit de ontworpen wet, houdt geen afwijking in van de verplichting die voortvloeit uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961

⁽²⁾ Deze bepaling luidt als volgt :
" De bijzondere vergelijken gesloten op basis van artikel 6 van dit Memorandum zullen de uitvoeringsmodaliteiten bepalen van de interventies voorzien door zijn artikel 3, en dit binnen de budgettaire beperkingen bepaald door zijn artikel 7.
Deze bijzondere vergelijken zullen gesloten worden door de Minister die de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheden heeft; zij zullen medegedeeld worden aan het Parlement meteen na hun ondertekening en zij zullen volkomen gevolg hebben op de datum die zij zullen bepalen."

⁽³⁾ Zulks was reeds de betekenis van advies 26.355/9, gegeven op 2 juli 1997 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 11 april 1999, alsmede de aangehaalde rechtspraak (Gedr. St. , Senaat, zitting 1998-199, 1-1168/1, blz. 13-14) en die van talrijke daaropvolgende adviezen (zie bij voorbeeld advies 37.900/VR, gegeven op 25 januari 2005 over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000", (Gedr. St. , Senaat, zitting 2004-2005, 3-1259/1, blz. 23-25) en ook het voormelde advies 39.256/4).

betreffende het gebruik van de talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, om die uitvoeringsafspraken bekend te maken in het Belgisch Staatsblad willen ze tegenwerpbaar zijn aan particulieren ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾.

2. Artikel 46 van het verdrag bepaalt dat elke verdragsluitende partij de kosten draagt die voor haar instanties voortvloeien uit de toepassing van het verdrag, met dien verstande evenwel dat "in bijzondere gevallen (...) de verdragsluitende partijen een afwijkende regeling (kunnen) overeenkomen" .

Noch in het voorliggende voorontwerp, noch in de memorie van toelichting worden de nadere regels gepreciseerd voor het sluiten van de hierboven vermelde afwijkende akkoorden. Bijgevolg vallen zij onder de gewone regels voor het sluiten van verdragen en voor het instemmen daarmee.

Zulks is des te meer het geval daar, gelet op het onderwerp zelf van die eventuele afzonderlijke afwijkende regelingen, waarvan de strekking en de beperkingen niet duidelijk zijn, inzonderheid wat de eventuele afwijkende regelingen betreft waarvan sprake is in artikel 46, het niet aanvaardbaar lijkt een beroep te doen op de techniek van de voorafgaande instemming, waarvan de voorwaarden gememoreerd zijn in de voorgaande opmerking.

⁽⁴⁾ Zie in die zin bij voorbeeld voormeld advies 37.900/VR en de aangehaalde rechtspraak.

⁽⁵⁾ Advies 38.759/2/V, gegeven op 28 juli 2005, over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet "houdende instemming met de Algemene Samenwerkingsovereenkomst tussen het Koninkrijk België en de Democratische Volksrepubliek Laos, ondertekend te Brussel op 29 mei 2002" (Gedr. St. , Senaat, 2004-2005, nr. 3-1366/1, blz. 18); zie ook voormeld advies 39.256/4.

3. Talrijke artikelen van het verdrag waarmee het voorontwerp beoogt in te stemmen, verwijzen naar het internationaal recht ⁽⁶⁾. Daarvoor zullen in voorkomend geval normatieve uitvoeringsmaatregelen moeten worden genomen in het interne recht, die op zichzelf staand zijn of het bestaande interne recht wijzigen.

Aangezien het verdrag in kwestie te maken heeft met aangelegenheden op het randgebied tussen de verwerking en de uitwisseling van persoonsgegevens en de politionele samenwerking, dient de steller van het ontwerp erop gewezen te worden dat de voormelde maatregelen die strekken tot uitvoering in het interne recht, zullen moeten worden aangenomen met inachtneming van het beginsel van artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950, alsmede van de artikelen 12, 22 en 184 van de Grondwet.

Zulks is niet zonder gevolgen voor de bij het verdrag zelf opgelegde verplichtingen. Artikel 42 ervan schrijft immers voor: "Bij overhandiging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding wijst elke Verdragsluitende Partij (...) de voor de toepassing van dit verdrag bevoegde autoriteiten aan", inzonderheid de nationale contactpunten voor de ADN-analyse, voor de dactyloscopische gegevens, voor de gegevens uit de kentekensregisters, voor het uitwisselen van gegevens in samenhang met grootschalige evenementen, enz.

⁽⁶⁾ Zulks is onder meer het geval in artikel 2, eerste en derde lid, artikel 3, eerste lid, artikel 4, eerste lid, artikel 5, artikel 6, eerste lid, artikel 9, eerste lid, artikel 10, artikel 11, eerste lid, artikel 12, eerste en tweede, artikel 13, artikel 14, eerste lid, artikel 15, artikel 16, eerste, derde en vierde lid, artikel 17, eerste lid, artikel 20, tweede lid, artikel 24, tweede lid, artikel 25, eerste en vierde lid, artikel 26, eerste alinéa, artikel 27, eerste lid, artikel 28, eerste, tweede en vierde lid, artikel 34, artikel 35, eerste lid, artikel 37, tweede en derde, artikel 39 en artikel 40.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouwen	P. LIÉNARDY, M. BAGUET,	staatsraden,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS